

PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE



REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple – Un But – Une Foi

Discours de Présentation du Plan d'Action du Gouvernement (PAG) 2021-2022 de

**MONSIEUR CHOQUEL KOKALLA MAIGA,
PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT.**

Bamako, le 30 Juillet 2021

Monsieur le Président du Conseil National de Transition,

Mesdames et Messieurs les membres du Conseil National de Transition,

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement

Mesdames, Messieurs

Nous prenons en charge le destin de la Nation en un moment crucial de son histoire ; d'où le double sentiment qui m'anime en ces instants : **SENS DES RESPONSABILITES et EXIGENCE DE L'ENGAGEMENT.**

La Patrie se trouve à la croisée des chemins et il nous incombe d'avancer, en ayant découvert et déblayé la voie menant au salut. En effet, c'est comme si, une décennie durant, le sort n'a cessé de s'acharner contre nous.

Tout a commencé lorsque, le manque de vigilance et une mauvaise appréciation des données de la géopolitique internationale eurent, comme conséquence, une agression étrangère dirigée contre nous. Notre Armée avec l'appui de nos amis, au prix de grands sacrifices, réussit la reconquête des territoires occupés. Mais les séquelles de l'invasion demeurent. Elles ont pour noms : extrémisme violent, terrorisme et insécurité.

Le pays et les populations, ont eu à souffrir des effets cumulés de la plus grave crise de notre histoire contemporaine. Ce n'est pas seulement sur le théâtre des opérations militaires que des Maliens sont tombés. Des civils également ont été victimes des fléaux ci-dessus identifiés. Aussi, qu'il me soit permis, en cet instant, d'avoir une pensée pour toutes les victimes de cette crise multidimensionnelle, civiles et militaires, maliennes et étrangères, et vous prier de bien vouloir observer une minute de prière en leur mémoire (minute de silence).

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition

Je voudrais, en ce moment solennel, rendre grâce à Allah, le Tout-Puissant qui, dans Sa Miséricorde, me donne aujourd'hui l'opportunité de me retrouver par devant vous, pour accomplir ce devoir républicain conformément aux prescriptions légales.

C'est le lieu pour moi de rendre un hommage mérité aux forces du changement, notamment le M5/RFP et les forces de défense et de sécurité, qui ont porté la lutte héroïque du peuple malien.

J'ai tenu à me présenter devant le Conseil National de Transition, le plutôt possible, non seulement pour respecter les prescriptions de la Charte de la Transition, mais aussi pour donner la claire indication de ce qu'est l'état de notre pays. La gravité des défis qui l'assailent exige de chacun de nous une rupture d'avec les pratiques du passé et l'exemplarité dans nos actes et dans nos comportements, à la fois en tant que citoyen et en tant que dépositaire de l'autorité publique.

J'ai fait le choix, six (06) semaines après ma nomination et la formation du Gouvernement, de **présenter devant le CNT, le Plan d'action que je compte mener avec l'ensemble du gouvernement durant cette période transitoire.** Cette démarche est la traduction de la volonté du Gouvernement de renforcer les relations fonctionnelles et inter institutionnelles, dans un esprit d'écoute mutuelle et de courtoisie démocratique ; mais également de sa détermination à s'attaquer à la résolution des crises qui fragilisent notre pays, déjà vulnérable face aux chocs sécuritaire, sanitaire, économique, climatique et environnemental.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition

Qu'il me soit permis d'exprimer, à ce stade de mon introduction, ma profonde gratitude au Président de Transition, Chef de l'Etat, le Colonel Assimi Goïta, pour la confiance qu'il a bien voulu placer en ma personne, le 7 juin 2021, **en me nommant chef du** Gouvernement de la Transition.

J'ai naturellement conscience que c'est un privilège de servir son pays dans les circonstances actuelles à un tel niveau de responsabilité, mais aussi un redoutable défi. C'est pourquoi, de cette tribune, je voudrais lui réaffirmer mon ENGAGEMENT et celui du Gouvernement à servir le Mali avec DETERMINATION ET LOYAUTE. Le Gouvernement que je conduis est et demeurera fidèle aux priorités fixées le 16 juin 2021 au cours du Conseil des Ministres inaugural.

Le Plan d'Action du Gouvernement (PAG) que j'ai l'honneur de vous présenter traduit la vision du Chef de l'Etat pour redresser notre pays, asseoir les bases de la Refondation, prendre en charge les aspirations profondes de notre peuple au changement en vue de réaliser le développement économique, social et culturel.

Le Plan d'Action du Gouvernement, est bâti autour de quatre (04) **AXES** :

- 1. Le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du territoire national,**
- 2. Les réformes politiques et institutionnelles,**
- 3. L'organisation des élections générales,**
- 4. La promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité.**

Le Plan d'Action est décliné en neuf (09) objectifs assorti d'un chronogramme détaillé de mise en œuvre, avec un coût estimatif de **Deux Mille Cinquante Milliards Soixante Trois Millions de Francs (2 050 063 000 000 F) CFA**. Il tient également compte des délais temporels de la Transition et est fondé sur **trois piliers : le pilier sécuritaire, le pilier politique et le pilier social**.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition

Il ne vous échappe pas que le Mali, notre patrie, est semblable à un grand corps malade nécessitant une thérapie de choc. Il éprouve aujourd'hui trois besoins indispensables à sa survie : **la SECURITE, la JUSTICE, la REFONDATION**.

Le besoin de sécurité est au cœur du premier Axe du Plan d'Action Gouvernemental. L'objectif principal est de répondre à l'aspiration profonde de notre peuple à la paix, à la quiétude, au Vivre Ensemble, à la cohésion sociale.

Cette aspiration est mise à rude épreuve par le terrorisme, l'insécurité et toutes les formes de menaces contre l'existence humaine. Malgré les succès indéniables enregistrés par les Forces Armées Maliennes (FAMas) et leurs Alliés, ces menaces continuent à endeuiller notre peuple au quotidien.

La lutte contre le terrorisme et l'insécurité sera poursuivie avec détermination. Pour ce faire, le Gouvernement s'engage, ici et maintenant, de manière résolue, à mettre **tous les moyens matériels et humains** nécessaires à la disposition des forces de Défense et de Sécurité, aux fins de leur permettre de s'acquitter de leurs missions régaliennes.

A cet effet, les actions prioritaires vont concourir à renforcer les effectifs des forces de Défense et de Sécurité, de moderniser leurs équipements et infrastructures et d'améliorer le parcours du recrutement, en passant par la formation, l'entraînement et l'aguerrissement.

La stratégie DDR (Désarmement, Démobilisation et de Réinsertion) sera accélérée. Les opérations d'envergures seront menées sur l'ensemble du territoire national. Elles permettront de créer des bulles à travers les Pôles de Sécurité, de Développement et de Gouvernance (PSDG) dans les régions de Mopti, de Ségou et du Nord.

Toutes ces actions conduiront à un maillage sécuritaire, qui permettra le retour de l'Administration et des services sociaux de base dans les zones affectées.

Enfin, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre intelligente, et la relecture de manière consensuelle, de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger aux fins de son parachèvement. Dans cette optique, l'accent sera mis sur son appropriation collective et le renforcement de son caractère inclusif. Dans le même esprit, seront retenues les conditions politiques et sociales du consensus nécessaire à la relecture de certaines de ses dispositions que la pratique et le temps rendent inéluctables, et cela conformément au mécanisme prévu par l'Accord.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition

La **deuxième thérapie**, dont notre pays a besoin est une profonde REFONDATION. C'est pourquoi les réformes politiques et institutionnelles constituent l'essentiel du deuxième Axe du Plan d'Action du Gouvernement.

Les crises cycliques, l'instabilité politique constatée tout au long des trois décennies de pratique démocratique, l'insatisfaction générale face à l'Etat qui ne rassure pas et qui n'inspire pas confiance pour beaucoup de nos concitoyens, démontrent l'ampleur du mal et la nécessité de réformes en profondeur.

L'impérieuse nécessité des Réformes pour rénover non seulement le cadre politique, adapter les textes fondamentaux de la République, mais aussi doter notre pays d'institutions fortes et légitimes permettront une stabilité politique et une paix sociale durables dans notre pays.

Dans cette optique, le Gouvernement va s'atteler à l'organisation des Assises Nationales de la Refondation (ANR). Sans être une assise de plus, ce cadre de dialogue s'appuiera sur les résolutions et recommandations des différents fora tenus ces dernières années (*Dialogue national Inclusif, Conférence d'Entente Nationale, Etats généraux de la Décentralisation, assises des différents secteurs, Commission d'Appui à la Réforme Institutionnelle*).

L'approche consiste à donner la parole, sans censure, à l'ensemble des citoyens du niveau local au niveau national. Les recommandations issues de ces assises seront exécutoires. Elles seront applicables aussi bien pour la période de Transition que pour les pouvoirs à venir.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition,

J'en arrive à présent à la troisième thérapie qui constitue le **troisième Axe** du Plan d'Action du Gouvernement. Elle porte sur l'organisation des élections générales transparentes, crédibles et inclusives devant conduire notre pays vers le retour à l'ordre constitutionnel normal. Ces élections seront le baromètre de la réussite de la Transition. Leur qualité et leur crédibilité conditionneront l'avenir de notre démocratie, la légitimité et la solidité des institutions. Parce que les élections sont un processus et non une fin en soi, nous devons œuvrer à leur réhabilitation et à leur crédibilité.

C'est le sens du choix fait par le Gouvernement d'instituer dans notre pays un **ORGANE UNIQUE DE GESTION DES ELECTIONS**. Une demande persistante, exprimée depuis des décennies par la classe politique et la Société Civile dans leur ensemble. L'organe unique posera les jalons politiques, juridiques et institutionnels d'une restauration de la confiance des acteurs politiques et des citoyens lors des compétitions électorales.

Il reste entendu que dans ce processus, le Gouvernement travaillera à faire le lien entre l'axe des réformes et celui des Elections. En effet, les élections

libres, crédibles et transparentes seront le fruit des réformes à mener en amont, dont celle de l'Organe unique de gestion des élections, qui se présente comme une innovation électorale majeure, depuis l'instauration du pluralisme politique dans notre pays.

La Gouvernance des élections, au-delà de la question de l'Organe unique de gestion des élections, vise également à réformer le système électoral, à travers les textes fondamentaux régissant les élections. Enfin, les élections à venir doivent être les plus inclusives possibles en permettant aux réfugiés et aux personnes déplacées de rejoindre leurs terroirs afin de pouvoir exercer leur droit de vote.

Dans le respect du délai fixé de la Transition et de nos engagements internationaux, l'Organe unique de gestion des élections suivra un processus simple de mise en œuvre à travers la relecture de la loi électorale, l'installation d'un répertoire national et des démembrements aux niveaux régional, local et dans les Ambassades et Consulats du Mali à l'extérieur.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de la Transition,

Enfin, la **quatrième thérapie**, consistera à instaurer la bonne gouvernance et l'adoption d'un pacte de stabilité sociale, quatrième Axe du Plan d'Action du Gouvernement.

Pour réussir le défi, nous nous sommes engagés dans une gouvernance de rupture et d'exemplarité. Une lutte implacable sera engagée pour combattre la corruption et l'impunité, qui sont à la base de la déliquescence de l'Etat.

Des audits seront menés, notamment celui relatif à la cession des bâtiments publics. Une commission d'enquête sur l'occupation et les démolitions de la zone aéroportuaire de Bamako-Sénou sera mise en place. Les poursuites judiciaires sur les tueries et exactions des 10, 11 et 12 juillet 2020 à Sikasso, Kayes et Bamako seront engagées.

La gouvernance de rupture se traduira également par une réduction drastique du train de vie de l'Etat, afin de dégager des espaces budgétaires pour améliorer les conditions de vie des populations et assurer une répartition équitable des richesses nationales. Ainsi, deux tiers (2/3) des fonds de souveraineté, comme précédemment annoncé par le Président de la Transition seront réaffectés vers les services sociaux de base. Aussi, mon gouvernement dégagera près de 100 milliards de FCFA qui seront réalloués aux secteurs prioritaires.

Le retour de nos compatriotes vivant dans des camps de réfugiés et de déplacés constitue une des priorités de la transition. Mon Gouvernement créera les conditions de retour dans leurs localités d'origine. Il mettra l'accent sur toutes les formes de vulnérabilité nécessitant la pleine expression de la solidarité nationale envers les personnes démunies et celles vivant en situation de handicap.

Pour plus de justice et d'équité, le Gouvernement initiera, dans les meilleurs délais, une Conférence sociale, en concertation avec les partenaires sociaux et les acteurs concernés.

Cette Conférence sociale ne sera pas une recette de circonstance visant à soigner les symptômes du malaise généralisé que connaît le front social

dans notre pays depuis plusieurs décennies. Elle sera un exercice qui s'attaquera aux causes profondes de ces malaises par la recherche d'un nouveau contrat social entre l'Etat et tous les acteurs concernés. La Conférence doit aboutir à des compromis dynamiques nécessaires pour des solutions ambitieuses et durables. Elle consolidera les acquis sociaux des travailleurs et répondra à leur demande légitime de mieux-être tout en préservant les équilibres budgétaires de l'Etat. In fine, elle doit déboucher sur un Pacte de stabilité sociale.

Les prémisses de cette nouvelle vision sociale se traduisent déjà à travers l'harmonisation de la grille salariale de la Fonction publique et la poursuite du dialogue social.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition,

Telles sont exposées les grandes lignes du Programme d'Action du Gouvernement que j'ai l'honneur de vous soumettre et pour lequel je requiers votre approbation.

Dans le contexte de la Rectification de la Transition, il est évident que nous avons dû faire des choix, ajuster les priorités en tenant compte du délai imparti. Pour autant, nous ne perdons de vue ni l'essentiel ni la nécessité pour le Gouvernement de continuer à rester attentif au développement de tous les autres secteurs prioritaires et à poursuivre les chantiers déjà ouverts. C'est du reste, le sens de l'instruction pressante du Chef de l'Etat au Gouvernement dans son discours d'orientation prononcé à l'occasion du premier Conseil des ministres.

La lutte contre la maladie à coronavirus, l'amélioration de l'accès des Maliens à la santé, le désenclavement intérieur et extérieur de notre pays, l'amélioration de la desserte en eau potable et en électricité, la promotion des investissements, la prise en compte de la dimension Genre, la promotion de la culture, de la jeunesse et de l'éducation ainsi que la protection de l'enfance constituent des priorités continues pour le Gouvernement.

Dans le même esprit, l'Etat du Mali continuera à assumer et à respecter tous ses engagements internationaux dans le cadre d'une diplomatie proactive destinée à promouvoir des partenariats internationaux bénéfiques, à promouvoir les financements extérieurs publics et privés dans la perspective de la relance des activités économiques et protéger continuellement les Maliens établis à l'extérieur.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition,

Nous savons tous que notre pays est à un tournant hautement délicat et décisif de son histoire. Il joue sa survie avec l'aide solidaire et le soutien de pays frères et amis et d'organisations multilatérales auxquels j'exprime la reconnaissance du Gouvernement et la gratitude de notre Peuple.

Dans ces circonstances, nous n'avons d'autres choix que de nous rassembler et, dans l'unité et la convergence, à nous engager pour le REDRESSEMENT ET LE RENOUVEAU de notre pays.

Nous devons être à hauteur de mission et de responsabilité pour sortir la Patrie de la crise qui affecte son présent et compromet dangereusement son avenir. En introduisant mon propos, j'ai rappelé que le sort s'acharne sur notre pays depuis 2012, mais notre capacité de résilience démontre que nous avons les atouts humains, économiques, sociaux, culturels et politiques pour ne plus jamais trébucher dans notre marche vers la stabilité, le développement économique et le bien-être social.

Notre devoir de génération à tous est de réaliser le **SURSAUT PATRIOTIQUE POUR LA REEMERGENCE** du Mali par une gouvernance de rupture qui prône nos valeurs sociétales que sont le dialogue, la consolidation de la paix et la réconciliation, le dire vrai. Notre peuple a besoin d'avoir un idéal à atteindre, de se faire confiance, d'agir à l'unisson, de tourner le dos à l'incompétence, à l'indifférence et à la méfiance. C'est à ce prix que brillera le soleil du **MALI NOUVEAU, LE MALI KOURA**.

Monsieur le Président,

Mesdames, Messieurs les membres du Conseil National de Transition,

Tout en vous remerciant de votre aimable attention, je vous soumetts, au nom de l'ensemble du Gouvernement, le présent Plan d'action.

Qu'Allah bénisse le Mali et préserve notre Nation.

Je vous remercie.

